

**Convention collective régionale**

IDCC : 1980. – **COMMISSIONNAIRES EN DOUANE  
D'AGENTS AUXILIAIRES  
(MARTINIQUE)**

**(6 décembre 1996)**

*(Bulletin officiel n° 97-12 bis)*

---

**AVENANT N° 5 DU 10 DÉCEMBRE 2004**

RELATIF À DIVERSES MODIFICATIONS

NOR : *ASET0550478M*

IDCC : 1980

Entre :

Le syndicat des commissionnaires en douane et transitaires de la Martinique,

D'une part, et

La centrale syndicale des travailleurs martiniquais (CSTM),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Conformément à l'article 5 du chapitre I<sup>er</sup> de la convention collective, une demande de révision portant sur 2 articles et l'ajout d'une disposition a été transmise à la partie patronale par le syndicat signataire ci-dessus désigné.

La partie patronale a pour sa part proposé certaines modifications au texte de la convention.

Les discussions engagées dans le cadre de la commission paritaire de révision de la convention collective ont abouti le 29 octobre 2004 à la signature d'un relevé de décision modifiant le texte de ladite convention.

Sur la proposition patronale, les modifications sollicitées portant sur les articles 1<sup>er</sup> et 4 du chapitre IV et sur l'article 4 du chapitre VIII ont été retirées.

La modification concernant la référence à l'horaire légal de travail dans l'ensemble du texte a été maintenue.

Sur la proposition salariale, 2 points tendant à modifier les articles 7 et 9 du chapitre III ont été négociés.

Le troisième point qui concernait l'attribution d'une prime de vacances a été retiré par la partie salariale en contrepartie de la modification de l'article 2 du chapitre IV.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Dans l'ensemble du texte de la convention, la référence à l'horaire de travail de 169 heures est remplacée par le terme « la durée légale du travail » (art. 7, chapitre III, art. 1<sup>er</sup>, chapitre V).

### CHAPITRE III

#### *Contrat de travail*

##### Article 7

##### *Indemnités de licenciement (nouvelle rédaction)*

Les employés licenciés après 2 ans de présence reçoivent, au moment de leur licenciement, sauf faute grave ou lourde, une indemnité de licenciement égale à un demi-mois de salaire mensuel par année de présence jusqu'à 24 ans de présence ; après 24 ans de présence, l'indemnité est de 1/6 de mois de salaire mensuel.

Le salaire mensuel de référence est le salaire normal perçu pour la durée légale du travail.

L'indemnité de licenciement des salariés ayant été occupés à temps complet et à temps partiel dans la même entreprise est calculée proportionnellement aux périodes d'emploi effectuées selon l'une ou l'autre de ces 2 modalités depuis leur entrée dans l'entreprise.

##### Article 9

##### *Départ à la retraite (nouvelle rédaction)*

Le départ à la retraite ou la mise à la retraite se fera dans les conditions fixées par la législation en vigueur (art. L. 122-14-13 du code du travail).

Tout salarié prenant l'initiative de son départ à la retraite percevra une indemnité de départ à la retraite selon les modalités suivantes :

- 1 mois de salaire pour 10 ans d'ancienneté ;
- 1 mois et demi de salaire pour 15 ans d'ancienneté ;
- 2 mois de salaire pour 20 ans d'ancienneté ;
- 2 mois et demi de salaire à partir de 25 ans d'ancienneté.

CHAPITRE IV  
*Absences et congés*

Article 2

*Majoration pour ancienneté (nouvelle rédaction)*

La durée du congé telle qu'elle est fixée à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus est augmentée de :

- 1 jour ouvrable après 3 ans de présence ;
- 2 jours ouvrables après 10 ans de présence ;
- 3 jours ouvrables après 20 ans de présence.

L'ancienneté est appréciée à la date d'anniversaire d'entrée dans l'entreprise.

Les parties conviennent de demander l'extension du présent accord.

Fait à Fort-de-France, le 10 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)